L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI, 25 JANVIER 1889.

PETITES ANNONCES.

A LOUER coin Orléans et Robertson, magasin, résidence au 1er. Livraison au 1er février. S'adresser aux Frères-Fournier, 138 Orléans. 20 janv—2 sem. D. Mer. V.

BEERLESS DYES Les meilleures. Cafe Daguerres.

No. 25,176.

Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans.—Division D.

Succession de William Seiferth et femme.

ATTENDU QUE Mme PHILLIPINE WAGNER, résidant à Durkheim, Allemagne, héritière de ses enfants mineurs, Maria Meta Seiferth, Johanna Seiferth et William Seiferth, a été adressée à cette cour pour être autorisée à prendre possession des biens appartenant auxdits mineurs, et les transporter de l'Etat de la Louisiane à Durkheim, Allemagne.

A ces causes, il est par le présent donné à tous ceux que ce peut concerner de produire, dans les trente jours qui suivront la première publication de cette annonce, les raisons pour lesquelles la demande de ladite tutrice ne serait pas agréée.

Nouvelle-Orléans, 22 janvier 1889.

HUGHES J. LAVERGNE, Député-Greffier.

23janv—1f p sem un 30j

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Philip Krommenga.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No. 25,828.—Division E.

Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur public et administrateur de cette succession ne saurait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

22 jan—23,27—1er fév

Succession de François Vallette.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 25,984.—Division A.

Attendu que Frank Vallette a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu François Vallette, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner de s'opposer, dans les dix jours de la présente, à ce que lesdites lettres soient accordées, faute de quoi elles le seront.

Par ordre de la cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier

22janv—22 27 31

Succession de Charles Gallatin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 25,950.—Division A.

Attendu que Mme Ecombe Gallatin a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Charles Gallatin, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux qui cela peut concerner d'opposer à cela, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

16janv—19 23 28

Succession d'Adolphe Emile Schleicher.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No. 25,956.—Division B.—Attendu que Charlotte Timothy, veuve d'Adolphe Emile Schleicher, a présenté une requête à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Adolphe Emile Schleicher, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

18janv—18 23 27

Succession de M. et Mme Charles Perpenbring.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 24,517.—Division A.

Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur public et administrateur de cette succession, ne soient pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

17 jan—17, 22, 26

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—John L. Cahill vs. ses créanciers.—No 25,968.—Division C.—Ordre du Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire John L. Cahill soit et est par le présent acceptée par la cour, au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant Joseph H. Dayton, notaire en cette ville, le 4 février 1889, à 11 heures a. m., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourront leur être soumises, et qu'en attendant que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues, et que H. E. Edwards, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, 19 janvier 1889.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

24 janv—31 au 4 fév

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—Fernando de Trava vs. ses créanciers.—No 25,986.—Division D.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Francis F. Fernandez de Trava, soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant Joseph H. Dayton, notaire, No 57 rue Bourbon, le 31 Août, 4me jour de février 1889, à 11 heures a. m., afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres matières qui pourront être soumises, et cependant que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues, et que Mr. E. Edwards, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, 19 janvier 1889.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

24 janv—31 au 4 fév

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Mardi, le 4me jour de décembre 1888.—Présent : L'Honorable Albert Voorhies, juge.—No 25,201.—Sur motion de L. Judice, avocat de la plaignante, et par production de preuves satisfaisant la demande de la plaignante—

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut enregistré contre le défendeur le 27 novembre 1888, soit maintenant confirmé et fait final, et que conformément il y soit jugement en faveur de la plaignante, Mme Ella L. Hoefle et contre le défendeur, William Hoefle son mari, décrétant une dissolution de la communauté existant entre eux et séparation de propriétés, et que les frais à la charge du défendeur dant.

(Signé) A. LESSEPS.

29déc—20 jan15 16y15 Depute Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Fred. V. Ulrey vs. ses créanciers.—No 25,814.—Division C.—Ordre de Cour.—Que la cession des propriétés de Frederick V. Ulrey, soit et est acceptée par la cour pour le bénéfice de ses créanciers, et qu'il soit ordonné qu'une assemblée des créanciers soit convoquée et tenue pardevant H. B. Dunning Esq., notaire en cette ville, No 29 rue du Camp, LUNDI, 4me jour de février 1889, dans le but de délibérer sur les affaires du dit petit onnaire, élire un syndic et voter sur toutes matières qui pourront leur être soumises, et qu'entretemps que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues, et que Charles Rice, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, dans cette affaire.

Nouvelle Orléans, 7 janvier 1889.

Signé: N. B. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

M. GUIRAUD, Député Greffier.

8janv—3f au 9fév.

ETAT DE LA LOUISIANE, — COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Joseph Cristina vs. ses créanciers.—No 25,891.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Joseph Cristina soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion desdits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Joseph H. Dayton, notaire en cette ville, le 14me jour de février 1889, à 11 heures a. m., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourront être soumises, et cependant que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues, et que H. E. Edwards, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, 19 janvier 1889.

(Signé) N. B. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

24 janv—31 au 4 fév

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUÉ.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les **grands tirages à numéros simples** ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et sont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. A. Early
COMMISSAIRES.

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLÉANS,

MARDI, 12 FEVRIER 1889

100,000 Billets à Vingt Dollars chacun; Demi-Billet $10; Quart de Billet $5.00; Dixième de Billet $2.00; Vingtième de Billet $1.00.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$300,000, soit		$300,000
1 Lot de	100,000.....	1	100,000
1 Lot de	50,000.....	1	50,000
1 Lot de	25,000.....	1	25,000
2 Lots de	10,000.....	2	20,000
5 Lots de	5,000.....	5	25,000
25 Lots de	1,000.....	25	25,000
100 Lots de	500	100	50,000
200 Lots de	300.....	200	60,000
500 Lots de	200.....	500	100,000

PRIX D'APPROXIMATION :

100 Lots de	$500, soit.....	$50,000
100 Lots de	$300;	30,000
100 Lots de	$200, ...	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $100,	soit.....	$99,900
999 Lots de $100,	.....	99,900
3,154 Lots se montant à		$1,054,800

NOTE.—Les billets gagnant de gros lots n'ont pas droit à d'autres lots et leurs deux derniers chiffres sont les mêmes que ceux des billets gagnant le gros lot.

Pour les prix à payer par les Clubs, on pourra s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la *Signature lisible*. On s'assurera le service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant l'adresse en plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Order ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express à nos frais. S'adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à

la New Orleans National Bank, New Orleans, La.

Rappelez-vous qu'un dixième est la Prix de la plus petite fraction du billet émis à chaque tirage. Tout billet offert par notre nom à un prix moindre est contrefait et sans valeur.

RAPPELEZ-VOUS que la plus grande partie des lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS, et que les billets sont signés par le président d'une institution dont les gros lots inscrits dans une charte, sont reconnus par les tribunaux les plus élevés. Dites-vous donc de contrefaçons et des blancs suspects.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente à 12 mois de crédit, dans l'affaire de

Henry D. Ogden vs Mlle Aimée Vignié.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 24,626.—En vertu d'un billet writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique sur les lieux ci-après désignés, le LUNDI, 4 février 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

1° Cinq lots de terre, situés dans la Septième District de cette ville, dans l'Ilot No 25, borné par les rues Général Scott, Millaudon, Wall et Esther, désignés par les Nos 6, 7, 10, 11 et 12 et mesurant comme suit : Lots 6 et 7 chacun vingt-huit pieds [28] huit pouces [8] de face sur la rue Millaudon sur 140 pieds [140] de profondeur, et les lots 10, 11 et 12 chacun vingt-huit pieds [28] huit pouces [8] de face sur la rue Général Scott sur cent pieds [100] de profondeur.

2° Deux lots de terre dans le même district, dans l'Ilot No 26 borné par les rues Millaudon, Clinton, Wall et Esther, désignés par les Nos 5 à 9 inclusivement et 14 et 15 et mesurant comme suit : les lots 5, 6, 7, 8, chacun, trente pieds [30'] de face à la rue Esther sur cent quarante-deux pieds [142'] huit pouces [8"] et six lignes [6"] de profondeur, et lesdits lots 14 et 15 chacun trente pieds [30'] de face à la rue Wall sur cent quarante-deux pieds [142'] huit pouces [8"] et six lignes [6"] de profondeur.

3° Onze lots de terre situés le même district, dans l'Ilot No 254, borné par les rues Washington, Cohn, Short et Robertson, désignés par les Nos 9 à 12, inclusivement, 21 et 22, et mesurant comme suit : lots 9, 10, 11, 12, 21, 22, 8, 9 et 10 chacun trente pieds [30'] de face à la rue Washington sur cent sept pieds [107'] six pouces [6"] de profondeur ; les lots 11 et 12 chacun trente pieds [30'] de face à la rue Robertson sur cent quarante-cinq pieds [145'] de profondeur, et le lot 21 trente pieds [30'] de face à la rue Cohn sur cent cinquante pieds [150'] de profondeur.

Toutes les susdites propriétés ont été acquises par la défenderesse comme légataire universelle de la succession de Mme Amelia Fortier, No 23,037, d'après un jugement de la Cour Civile du District susdite, en date du 3 décembre 1887, enregistré au Bureau du Shérif Civil, et Olivier Mathieu, syndic des créanciers de Henry Grobel & Co et Henry Grobel et de Olivier Mathieu aux, ordonnant la vente de la propriété ci-après décrite, avec les conditions et autres mentionnées qui seront faites par le cri Charles W. Brown, Shérif Civil et Olivier Mathieu, syndic susdit, en conformité d'un jugement rendu le 27 novembre 1888, et fait final, et que conformément il y ait jugement en faveur de la plaignante, Mme Ella L. Hoefle et contre le défendeur, William Hoefle son mari, décrétant une dissolution de la communauté existant entre eux et séparation de propriétés, et que les frais à la charge du défendeur dant.

(Signé) A. LESSEPS.

29déc—20 jan15 16y15 Depute Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Fred. V. Ulrey vs. ses créanciers.—No 25,814.—Division C.—Ordre de Cour.—Que la cession des propriétés de Frederick V. Ulrey, soit et est acceptée par la cour pour le bénéfice de ses créanciers, et qu'il soit ordonné qu'une assemblée des créanciers soit convoquée et tenue pardevant H. B. Dunning Esq., notaire en cette ville, No 29 rue du Camp, LUNDI, 4me jour de février 1889, dans le but de délibérer sur les affaires du dit petit onnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourront leur être soumises, et cependant que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues, et que Charles Rice, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, dans cette affaire.

Nouvelle Orléans, 7 janvier 1889.

Signé: N. B. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

M. GUIRAUD, Député Greffier.

8janv—3f au 9fév.

ETAT DE LA LOUISIANE, — COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Joseph Cristina vs. ses créanciers.—No 25,891.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Joseph Cristina soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion desdits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Joseph H. Dayton, notaire en cette ville, le 14me jour de février 1889, à 11 heures a. m., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourront être soumises, et cependant que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues, et que H. E. Edwards, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, 19 janvier 1889.

(Signé) N. B. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

24 janv—31 au 4 fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Mardi, le 4me jour de décembre 1888.—Présent : L'Honorable Albert Voorhies, juge.—No 25,201.—Sur motion de L. Judice, avocat de la plaignante, et par production de preuves satisfaisant la demande de la plaignante—

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut enregistré contre le défendeur le 27 novembre 1888, soit maintenant confirmé et fait final, et que conformément il y ait jugement en faveur de la plaignante, Mme Ella L. Hoefle et contre le défendeur, William Hoefle son mari, décrétant une dissolution de la communauté existant entre eux et séparation de propriétés, et que les frais à la charge du défendeur dant.

(Signé) A. LESSEPS.

29déc—20 jan15 16y15 Depute Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—COURCIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Division C—Ordre de Cour—Que la cession des propriétés de Frederick V. Ulrey, soit et est acceptée par la cour pour le bénéfice de ses créanciers, et qu'il soit ordonné qu'une assemblée des créanciers soit convoquée et tenue pardevant H. B. Dunning Esq., notaire en cette ville, No 29 rue du Camp, LUNDI, 4me jour de février 1889, dans le but de délibérer sur les affaires du dit petit onnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourront leur être soumises, et cependant que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues, et que Charles Rice, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, dans cette affaire.

Nouvelle Orléans, 7 janvier 1889.

(Signé) N. B. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

M. GUIRAUD, Député Greffier.

8janv—3f au 9fév.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Joseph Cristina vs. ses créanciers.—No 25,891.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Joseph Cristina soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion desdits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Joseph H. Dayton, notaire en cette ville, le 14me jour de février 1889, à 11 heures a. m., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourront être soumises, et cependant que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues, et que H. E. Edwards, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, 19 janvier 1889.

(Signé) N. B. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

24 janv—31 au 4 fév

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Meubles. Meubles, etc.

F. J. Gauquet vs Augusta Michel.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 21,900.—En vertu d'un writ de fieri facias dans l'affaire ci-dessus, j'ai saisi et offrirai en vente à l'encan public, au comptant, à mon entrepôt, rue Ste Anne, entre Royale et Chartres, le MARDI, 29 janvier 1889, à 10 heures A. M.,—Un lot de meubles de maison usagés, etc., etc., consistant en :

Un lot de literie, lingerie et divers articles.

Conditions—Comptant.

16 janv—16, 20, 25.

VACHERIE.

Succession de Henry Tailhan.

—No 25,396.—

PAR JAS. P. GUINAULT, Encanteur—Bureau et Salle de Ventes, No 16 rue Bourbon—SAMEDI, 26 janvier 1889, à 11 heures précises du matin, à Algiers, sur le Canal Verret, près du chemin de fer du Grand Central, en vertu d'un ordre de vente de l'Honorable Cour Civil : de District pour la paroisse d'Orléans, en date du 10 janvier 1889 :

62 vaches laitières, 2 taureaux, 3 bœufs, 1 étalon, 12 poulins, chorrettes à lait, wagon, charrettes à provisions, buggy, harnais, bidons laiquets et tous les ustensiles de la vacherie.

Aussi—Les meubles meublant.

Conditions—Comptant.

17 jan—17 22 27

PAR BAUMGARDEN & FRIEDRICHS.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de syndic.

Un bon chevral, brûleurs à café, fontaines, grande théière ornementée.

Dans l'affaire de Louis R. Shanks vs ses créanciers.

No 25,503.—Cour Civile de District.

PAR BAUMGARDEN & FRIEDRICHS—Gen. G. Friedrichs, encanteur, bureau No 176 rue Commune—VENDREDI, 8 février 1889, à 11 heures a. m., sur les lieux à l'encan, aux rues Chartres et Dorgenois, il sera vendu à l'enchère publique, au plus offrant et dernier enchérisseur, pour comptant, en vertu d'un mandat de vente à moi adressé par l'Hon. F. A. Monroe, juge de la Cour Civile de District, Division C, daté 21 janvier 1889 et rendu dans l'affaire ci-dessus :

Un bon chevral, deux brûleurs à café, théière et deux fontaines.

Conditions—Comptant sur les lieux.

21 janv—24 25 26—2 fév

ANNONCE JUDICIAIRE.

VENTE DE SYNDIC.

Magnifique Magasin et Résidence à deux étages bien situés.

Coin des rues Ursulines et Dorgenois.

Nouvellement bâtis et d'un beau style.

—Aussi—

Le grand lot et de choix pour bâtir y est contigu.

Dans l'affaire de

Louis R. Shanks vs ses créanciers.

No. ——— Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

PAR BAUMGARDEN & FRIEDRICHS—George G. Friedrichs, encanteur—Bureau No 176 rue Commune.—SAMEDI 23 février 1889, à midi, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St. Charles, il sera vendu à l'encan public, aux enchères publiques, en vertu d'un ordre de vente à moi adressé par l'Hon. Albert Voorhies, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division C, daté 17 janvier 1889 et rendu dans l'affaire ci-dessus :

Le grand lot de terre situé dans le Premier District de cette ville, dans l'Ilot borné par les rues Dorgenois, Canal, St. Philippe et Ursulines, désigné par le numéro quatre, on l'a et l'ai, mesurant, en mesure américaine, cent pieds de face sur la rue Dorgenois sur la ligne de face à la rue des Ursulines, sur 132 pieds et 3 lignes de profondeur et face à la rue Dorgenois ; cette dernière avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, comprenant une grande chambre en l'air comme magasin et deux grandes chambres attenantes, aussi à chambres au premier, avec lieux d'aisance et remise dans les cours. Les numéros actuels de cette propriété portent le numéro municipal 194 rue Bourgeois.

Le deuxième lot de terre en plaisance, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, contenant dans la dite dimension, 132 pieds de face sur la rue Dorgenois, sur 132 pieds de profondeur, entre lignes parallèles, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, comprenant un grand magasin bien disposé avec hangar devant au rez-de-chaussée et de bons appartements à plusieurs chambres au premier, galerie, cuisine et chambres à domestiques, hangars et dépendances, citernes doubles, etc. Situé à la jonction de deux des rues les plus larges et les plus fréquentées de la ville et avec une double ligne de chars urbains allant au marché français et le centre des affaires. Ces offres sont une excellente occasion en somme placement à vie ou pour une bonne affaire de largement rapporter. Ces propriétés sont encore de plus grande valeur pour tout autre département pour commencer un détail.

Conditions—Comptant. Acte de vente par devant Benjamin Tucker, Esq., notaire public pour le quartier. L'acquéreur paiera en sus de son adjudication les taxes dues et exigibles en 1889. Un dépôt de 10 pour cent sera requis sur les lieux pour la vente.

Et à 1 heure P. M. le même jour, au local de ci-dessus décrit, en vertu d'un ordre et pour compte de la dite succession d'après vente faite à l'encan public, aux enchères publiques, par le ministère de l'huissier, un lot de verre, un lot de vaisselle, un lot de fourneau et deux conflits avec un lot d'outils de fourgeon et deux conflits avec un lot de comptoirs à recevoir, le tout conformément à la vente déposée en mon bureau.

Conditions—Comptant sur les lieux.

23 janv—24, 26—fév 2, 9, 16, 23

ANNONCE JUDICIAIRE.

Propriétés de valeur améliorées et vacantes dans le Premier District :

Coin Perdido et Liberté ;

No 1127 rue Liberté ;

No 1914 Sud-Remparts ;

No 1956 Sud-Remparts ;

Six Lots vacants, rue Calliope, entre les rues Freret et Locust.

Vente pour effectuer un partage,

Dans l'affaire de Michele Angelo Guglielmo vs. Giuseppe Messina et als.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division D—No 25,799.

A l'encan à des conditions faciles.

PAR B. ONORATO, Encanteur, bureau 16 rue Bourbon—SAMEDI, 26 février 1889, à midi, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St. Charles, en vertu d'un ordre de l'Hon. W. H. Eighter, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division D, rendu le 18 janvier 1889, dans l'affaire intéressée, et pour compte de qui il appartiendra, savoir :

Les terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'Ilot borné par les rues Perdido, Liberté, Gravier et Howard, et désignés par les Nos 22 et 23 et mesurant chacun 30 pieds de face à la rue Perdido sur 100 pieds de profondeur entre lignes parallèles.

Les terrains situés dans le même District et dans l'Ilot borné par les rues Liberté et Perdido et mesurant 30 pieds 9 pouces et 6 lignes de face à la rue Perdido, sur une profondeur de 120 pieds et faisant face à une allée dans le fond.

Conditions—Comptant. Acte de vente par devant Benjamin Tucker, Esq., notaire pour le quartier. L'acquéreur paiera en sus de son adjudication les taxes dues et exigibles en 1889. Un dépôt de 10 pour cent sera requis sur les lieux pour la vente.

Et à 1 heure P. M. le même jour, au local de ci-dessus décrit, en vertu d'un ordre et pour compte de la dite succession d'après vente faite à l'encan public, aux enchères publiques, par le ministère de l'huissier, un lot de verre, un lot de vaisselle, un lot de fourneau et deux conflits avec un lot d'outils de fourgeon et deux conflits avec un lot de comptoirs à recevoir, le tout conformément à la vente déposée en mon bureau.

Conditions—Comptant sur les lieux.

23 janv—24, 26—fév 2, 9, 16, 23

ANNONCE JUDICIAIRE.

Propriété de valeur améliorée et vacante,

Dans les Troisième, Premier, Quatrième et Sixième Districts,

Rue Mandeville entre Chartres et Decatur, lots vacants.

Nos 424 et 424 1/2 rue Decatur entre les rues Mandeville et Marigny, cottage en bois double.

Nos 76 et 78 rue Peters entre Mandeville et Marigny, deux bâtisses à un étage.

Droits, titres et intérêts dans les lots vacants et les lots de terre, dans les premier, quatrième et sixième districts.

Succession de Joseph Hoix.

No 20,233—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division D.

PAR SPEAR & ESCOFFIER.—Plaulo J. Spear, encanteur—Bureau No 3 1/2 rue Carondelet — SAMEDI, 23 février, 1889, à midi, il sera vendu à l'encan, à la **Bourse des Encanteurs**, Nos. 72 et 74 rue St. Charles, entre Gravier et Commercial Place, en vertu de un ordre de vente à moi adressé par l'Hon. N. H. Rightor, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division D, daté le 15 janvier 1889, pour compte de la dite succession, la propriété décrite ci-après, à savoir—

1° Deux lots de terre situés dans le Troisième District de cette ville, dans le faubourg Marigny, désignés par les numéros Un et Deux, dans l'Ilot compris entre les rues **Mandeville, Esplanade, Moreau et Victoire,** sur un plan dressé par Allen d'Hemecourt, ingénieur civil, le 17 janvier 1861, déposé au bureau de Adolphe Boudousquié, notaire, les dits lots mesurant chacun, mesure américaine, 26 pieds 10 pouces de face à la rue **Mandeville,** sur 154 pieds 6 pouces, entre lignes parallèles. Achetés par le défunt de la Banque des Citoyens de la Louisiane, le 30 juillet 1851, d'après un acte portevant Armand Pitot, cy. enregistré au Bureau des Aliénations, Livre 115, folio 479.

2° Un morceau en lot de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, voies privilèges et dépendances qui y appartiennent ou pourront ci-après y être annexés, situé dans la Troisième District de cette ville, dans l'Ilot borné par les rues Peters, Decatur, Marigny et Mandeville, désigné comme lot No 3 dans l'Ilot No 9, le dit lot mesurant 45 pieds de face à la rue Decatur sur 120 pieds de profondeur.

Les améliorations comprennent un cottage double avec deux chambres et cabinet de chaque côté, bâtisse en fond avec deux chambres et chaque côté, citerne, puits, cabinet, hydrant, grande entrée pour wagon, cour devant et derrière, etc., etc., connu par les numéros municipaux 424 et 424 1/2 rue Decatur. Acheté par le défunt des héritiers Nelson, suivant un acte pardevant Charles Rolle, le 21 mars 1854, et enregistré au bureau des aliénations, livre 120, folio 063.

3° Deux lots de terre ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tout ce qui y appartient, et tous les droits, voies, privilèges et servitudes y appartenant, situés dans le faubourg Marigny, dans la troisième district de cette ville, dans l'Ilot borné par les rues Mandeville et Levée (maintenant Pelotas), désignés comme lots Nos 4 et 5 sur un plan par A. d'Hemecourt, voyer, le 20e jour de décembre 1833, déposé dans les archives de cette ville. Le dit lot No 4 mesurant 42 pieds 6 pouces et 6 lignes de face à la ligne de Mandeville, sur 120 pieds de profondeur, entre lignes parallèles, et le dit lot No 5 mesure 22 pieds de face à la dite rue Levée maintenant Pelotas) la même largeur au fond, 123 pieds 10 pouces et 4 lignes sur la ligne du lot No 4 et 123 pieds 10 pouces et 4 lignes sur la ligne de côté, les dits lots étant bornés au fond par le lot No 3, toutes les mesures étant plus ou moins.

Les améliorations comprennent plusieurs bâtisses à usage de quatorze chambres et cabinets, citerne, puits, etc. Le tout connu comme **Nos 76 et 78 rue Peters.**

Acquis par le défunt de la Banque des Citoyens de la Louisiane, suivant acte pardevant Edgar Grima, le 11 mars 1885, l'acte étant enregistré au Bureau des Aliénations, Livre 122, folio 44.

Et

Tous les droits, titres et intérêts du défunt et de la succession dans les propriétés suivantes achetées de l'Etat de la Louisiane :

1° Quatre lots de terre, situés dans le Sixième District de cette ville (formant tout l'Ilot No 530), bornés par les rues **McDavil, St. Patrick, Dufossat et Johnson,** désignés comme lots Nos 52, 6, et 30 ; les dits lots mesurent 36 pieds 10 pouces de face à la rue St. David, 52 pieds 6 pouces de face à la rue St. Patrick, sur 300 pieds de profondeur et face à la rue Dufossat.

2° Un lot de terre, situé dans le Premier District de cette ville, désigné comme lot No 763, qui est borné par **Vevay, Carrollton, Grivier et Pierce.** Le dit lot No 763 mesure 902 pieds sur 947 pieds et 434 pieds sur 425 pieds.

3° Four certains lots de terre, situés dans le Quatrième District de cette ville, désignés comme lots Nos 11 et 12, dans l'Ilot No 54, bornés par les rues Harmony, St. Thomas, Chippewa et Sixth. Les dits lots Nos 11 et 12 mesurent 36 pieds 10 pouces de face à la rue Harmony, sur une profondeur de 95 pieds.

4° Deux certains lots de terre situés dans le Sixième District de cette ville, dans l'Ilot borné par les rues St. Denis, Dryades, Milan et Magnolia, désignés comme lots Nos 8, 9 et 10, dans l'Ilot No 374. Les dits lots Nos 8, 9 et 10 mesurent chacun 30 pieds de face à la rue Milan, sur une profondeur de 120 pieds ; le lot No 8 formant l'angle des rues Milan et St. Denis.

Conditions.—Pour les propriétés désignées mentionnées premièrement et secondement : un tiers en plus comptant, et le reste à un et deux ans de crédit, en billets garantis par toutes les clauses de stricte ordinaire, portant intérêt à 8 pour cent depuis et à partir de leur date jusqu'à l'échéance avec paiement par l'acquéreur des taxes de 1888, en sus du prix d'adjudication. Pour la propriété troisièmement décrite, l'acquéreur assumera le paiement de deux billots de $395 63 chacun, datés du 7 mars 1885, payables respectivement deux et trois ans après leur date, portant 8 pour cent d'intérêt à partir de leur date jusqu'à paiement, garantis par hypothèque sur la propriété ; le reste sera payé un tiers comptant et deux tiers en billets à un et deux ans avec intérêt semblable, accompagnés des clauses ordinai es relatives aux garanties et aux taxes, de même que pour les propriétés Nos 1 et 2. Pour les propriétés Nos 4, 5, 6 et 7, ci-dessus décrites, comptant, les acquéreurs assumant le paiement de toutes les taxes d'Etat et de ville dues sur les dites propriétés, y compris celles de 1888, jusqu'au jour de la vente, en sus du prix d'adjudication.

Actes de vente pardevant Wm. B. Barnett, notaire, aux frais des acquereurs.

19 janv—19, 26—fév 2, 9, 16, 23.

ETAT DE SITUATION

—DE LA—

Banque d'Epargnes Germania,

NO. 51 RUE DU CAMP,

A la clôture des affaires le 31 décembre 1888.

ACTIF.

Actions et bons		$163,353 75
Prêts sur hypothèque		89,929 50
Prêts à échéance avec dépôts de titres comme garantie		29,440 00
Prêts sur demande—garantie par dépôts de titres (collatérale)		528,134 00
Comptant en mains	$79,166 97	
Divers comptant	2,866 79	82,029 76
		$892 987 01

PASSIF.

Capital payé		$100,000 00
Profits non divisés		55,130 27
Soirs à payer après le paiement des dépenses courantes et toutes les taxes	$32,281 91	
Moins $3,028 91 payés aux dépositaires pour intérêt et $8000 a